

Entretien avec Xavier Raufer

Quoi de neuf dans le crime, Docteur Raufer ?

Maître incontesté de la criminologie française, auteur d'une profusion d'ouvrages et d'articles sur le sujet, Xavier Raufer poursuit depuis trente ans, d'un coin à l'autre du globe, les reconfigurations et métamorphoses incessantes du phénomène criminel. Entre détection précoce et analyse en profondeur, il propose une grille de lecture décapante du crime et de ses avatars dans une société mondialisée. Et appelle de ses vœux un nouveau « *nomos de la Terre* » – un nouvel ordre du monde – face au présent chaos mondial. Il s'explique pour nous.



Le Choc du mois : Quoi de nouveau dans les formes actuelles de criminalité ?

Xavier Raufer : Pour l'essentiel, les menaces stratégiques de la Guerre froide ont disparu. On va vers un phénomène d'hybridation généralisée des activités terroristes et criminelles. Les nouvelles entités dangereuses ne sont ni structurées, ni hiérarchisées. Ce ne sont plus des régiments, mais des réseaux. L'instabilité et la dispersion deviennent la règle. C'est le propre d'un monde chaotique. Le danger frappe sans pré-

avis, l'ennemi est nomade, déterritorialisé, parfois incompréhensible – songez à la secte Aum. Il y a toujours moins de terrorisme chimiquement pur, au sens de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise, ou de l'organisation Abou Nidal, mais des formes mixtes, associant, en proportions variables, criminalité et terrorisme. Un des exemples nous est donné par ce que fut en son temps le FLNC, créé un peu à retardement sur le modèle des mouvements de libération du tiers-monde. Ce qui fut le « *patriotisme* » des nationalistes corses n'est désormais plus que le paravent d'activités criminelles, du camouflage. Chez les insectes, on parlerait de mimétisme, lequel consiste à paraître ce que l'on n'est pas, pour tromper l'ennemi, le prédateur, le juge ou le journaliste. Hors de France, ce modèle mimétique touche aussi, par exemple, la guérilla dégénérée des FARC, en Colombie.

Des deux grands dangers, dites-vous, le terrorisme et le crime, le terrorisme n'est aujourd'hui pas forcément le plus dangereux. Pourquoi alors cette focalisation sur lui ?

Surtout et d'abord en matière de terrorisme, nos dirigeants ont trop souvent une vision rétrospective des menaces. Or en la matière, prolonger les courbes est inefficace et inutile. Prenez la guerre civile libanaise (1975-1990). Elle nous a montré la capacité d'évanescence des terrorismes moyen-orientaux. En 1989, le Liban était encore l'épicentre du terrorisme mondial et le siège d'une guerre civile impitoyable. Presque tous les experts voyaient alors le foyer du terrorisme libanais perdurer. Or subitement, en 1990, comme au coup de sifflet, toute activité terroriste ou guerrière s'arrête. De même, le courant jihadi s'affaiblit-il depuis à peu près deux ans, dans sa dimension théologique-prophétique. Chaque jour, plus de salafistes adhèrent à l'idée que le terrorisme n'est pas la voie pour retrouver la grandeur de l'islam. Voici quelques mois, l'un des grands prédicateurs salafistes de Jordanie a publié une fatwa disant qu'il est interdit de faire couler le sang de tout musulman, y compris chiite. C'est un coup de tonnerre. Comme si en pleine guerre de Trente ans, un prédicateur catholique avait affirmé que les chrétiens étaient tous frères – protestants compris. Naturellement, le Jihad continue. Naturellement, le courant salafiste restera rigoriste, puritain, hostile aux infidèles, mais côté islamisme armé, le ver de la contestation est dans le fruit. Moins de bombes dans l'avenir, donc – et plus de burqas.

L'Afghanistan rentre-t-il dans le cadre de cette hybridation que vous décrivez. C'est devenu (ou redevenu) le paradis des producteurs d'opium et de haschich ?

Selon un expert auprès de l'ONU, la production d'opium en Afghanistan échappe à tout contrôle. Mais le présent bazar en Afghanistan ne tient nullement aux fort classiques considérations locales – elles n'ont pas bougé depuis Rudyard Kipling. Ce qui rend la situation intenable, c'est l'inaptitude de la Maison-Blanche à énoncer clairement contre qui elle se bat. Bref, à désigner l'ennemi. Les talibans ou Al-Qaida? Sur quel théâtre d'opération? Pakistan, Pendjab, Afghanistan? On le sait : est souverain celui qui désigne l'ennemi. Mais voilà, dans le monde chaotique de l'après-Guerre froide, l'ennemi ne va plus de soi. On n'est plus dans le brouillard de la guerre, comme le disait Clausewitz, mais dans le brouillage. Contrairement à ce que l'on croit, la société de l'information ne facilite pas la production d'un diagnostic. Au contraire, elle la complique. Or, nommer, c'est dévoiler. Dans l'acte médical, pour prendre une comparaison, le traitement dépend de la détection préalable d'une maladie, qui n'existe comme telle que quand elle a un nom. La guérison n'intervient que quand le diagnostic est correct et donc la pathologie clairement désignée.

Mais le chaos mondial, pour reprendre votre terme, interdit la production de ce type de diagnostic?

Je n'emploie pas le terme de chaos dans son sens catastrophiste, mais physique. Ce terme grec correspond au mot hébreu biblique, « *Tohu e Bohu* » : quand il n'y a pas d'ordre repérable, on est dans une situation techniquement chaotique. Aujourd'hui, il y a chaos parce que la distinction guerre-paix et ami-ennemi est brouillée. Un ordre international pré-suppose que les parties engagées aient une vision commune de la guerre. Autrement dit, un « *nomos de la Terre* », pour parler comme le juriste allemand Carl Schmitt, c'est-à-dire un statut et un ordre international. Depuis les Traités de Westphalie (1648) et surtout d'Utrecht (1713), la guerre était en Europe un instrument légitime de règlement des conflits entre Etats du même continent, concevant identiquement la guerre et la paix, les soldats et les civils, etc. Après les horreurs de la Guerre de Trente ans en Europe, on appelait cela, les « *Kabinettskriegen* », les guerres de cabinets. D'où la célèbre formule : « *Messieurs les Anglais, tirez les premiers!* » Le dernier en date des *nomos*, celui de la Guerre froide, avait ses défauts, mais du moins fixait-il des règles du jeu. Il s'est volatilisé. Pas de symptôme plus manifeste du nouveau désordre mondial que la piraterie, forme typique de « *guerre hors-statut* ». Car que constate-t-on aujourd'hui dans le domaine de l'hostilité? La prédominance d'une logique non-linéaire, parfois chaotique, remplace le concept étroit de la guerre propre à l'« *Etat-nation* ». Ce qui se traduit par un mélange des acteurs étatiques et non-étatiques, des violences affectant toujours plus les civils, peu ou pas de batailles et de fronts délimités, mais une grande dispersion et des actions soudaines... C'est la face noire de la mondialisation, sa contrepartie illégale.

Quelles sont aujourd'hui les activités criminelles les plus en expansion. Vous recensez trois grands trafics mondiaux : celui des stupéfiants, des êtres humains et le marché clandestin des armes légères. On ne parle jamais des armes légères...

De l'art d'être une mafia

Qu'est-ce qu'une mafia? Sûrement pas ce qu'en a tiré le folklore hollywoodien. Pas de « *Parrain* » ici, aux faux airs d'Al Pacino, ni de *travellings* rouge sang. C'est plus discret et plus redoutable. Les vrais mafieux sont socialement insérés et pénalement invisibles, pour la raison toute simple que ce sont généralement des entrepreneurs violents, mais de biens « *légaux* » (casinos, racket de marché public...). « *Crime de très haute intensité et de très faible visibilité* », qui tient à la fois de la société secrète et de la fraternelle. L'aristocratie criminelle. Il n'y a que neuf mafias dans le monde, au sens rigoureux du terme : *Cosa Nostra* sicilienne, *Cosa Nostra* italo-américaine, *Ndrangheta* calabraise, *Camorra* napolitaine, *Sacra Corona Unita* des Pouilles, *Triades* chinoises, *Yakuzas* japonais, Mafia albanophone et *Maffya* turque. Pas plus. Tel est le « *G 9 du crime* », comme l'appelle le commissaire divisionnaire Jean-François Gayraud dans son époustoufflant *Monde des mafias*. Les autres organisations sont au mieux des phénomènes proto-mafieux, qui devront passer la grande épreuve des mafias. Celle du temps. ■

F.B.

A lire:

■ Jean-François Gayraud, *Le monde des mafias. Géopolitique du crime organisé*, Odile Jacob.

Ajoutez-y le trafic de véhicules volés, la contrebande, les contrefaçons, les flux d'argent... Pour les armes légères, elles sont fabriquées dans tant de pays au monde qu'on peut en détourner une bonne partie vers les guérillas, le crime organisé ou le terrorisme. L'ONU avance le chiffre de 300 000 morts par an, tués à l'arme légère, dont les deux tiers sur le continent africain.

Dans la série des chiffres astronomiques, un pays se distingue, c'est le Brésil...

Il y a un phénomène d'aveuglement à l'endroit du Brésil. Dans les années soixante du XX^e siècle, l'intelligentsia sombra dans la « *Maolâtrie* ». Aujourd'hui l'« *homme de Davos* » se vautre dans la « *Brésilâtrie* ». Or, ce pays chouchou des libéraux mondialistes, voué à l'adulation médiatique, est un enfer criminel : 50 000 homicides par an et le record du monde des assassinats par armes à feu. Outre cela, le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires au monde, les quarante principales propriétés terriennes brésiliennes ayant à elles seules la superficie de la Grande-Bretagne entière. Un pays dans lequel l'implication des Noirs au sommet de la société est quasi-nulle, où les riches vivent derrière des murs de trois mètres de haut, protégés par des centaines de milliers d'agents de sécurité privée. Dans les favelas (Rio de Janeiro compte un milliard de favelas), le taux d'homicide est de 150 pour 100 000, alors que dans les quartiers chics, à deux kilomètres parfois, on retombe à 2 pour 100 000 (taux européen). C'est cela, le modèle de Davos? Eh bien, je déménage. Allez donc voir un film brésilien, *Troupe d'élite*, qui montre la police brésilienne face au méga-gang *Primeiro Comando* da

Le Brésil ravagé par les méga-gangs : le cas du PCC

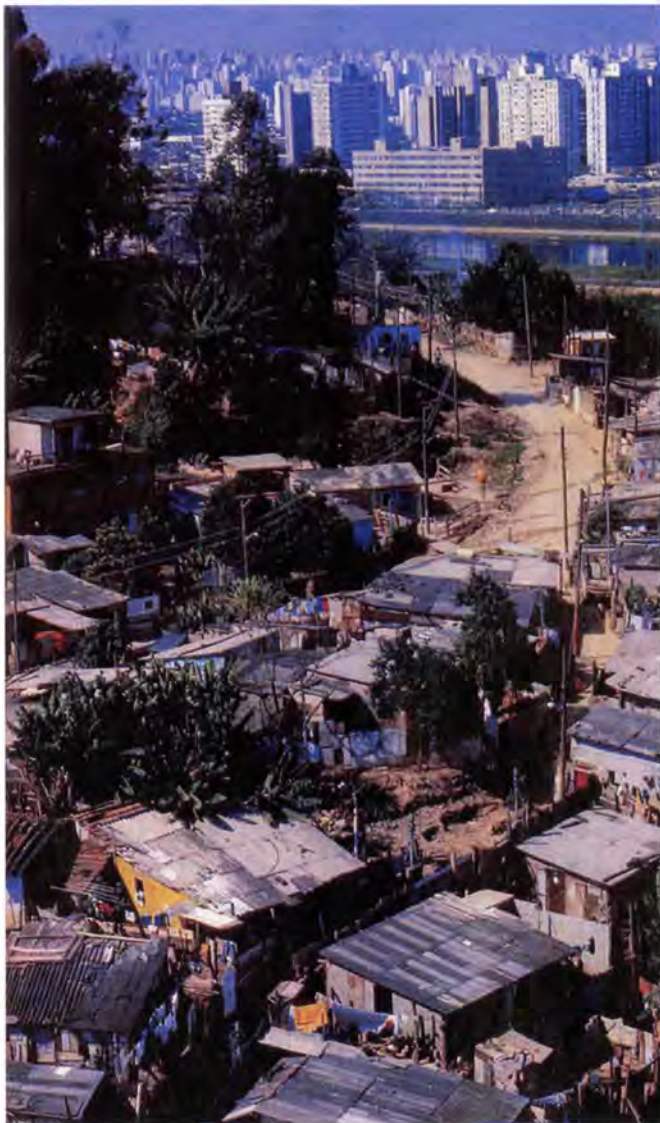
Les images ont fait le tour du monde. Deux semaines après l'attribution à Rio de Janeiro de l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2016, la mégapole brésilienne a connu de véritables scènes de guerre. En pleine nuit, des gangs de narcotrafiquants contrôlant les « morros » – les collines où s'entassent les favelas – se sont affrontés. La police est certes intervenue, mais a très vite été freinée dans sa progression. Le bilan est lourd et les autorités locales ont dû mobiliser plus de 4 000 policiers.

Rapidement, le nom du PCC est apparu sur toutes les lèvres, quoiqu'il ne soit pas directement impliqué (même s'il serait lié à certains groupes de « narcos » de Rio). Apparu au début des années 1990, le PCC, acronyme de Primeiro Comando da Capital, est une organisation criminelle qui s'est d'abord implantée dans les prisons brésiliennes, spécialement dans l'Etat de São Paulo. Au départ, nom d'une équipe de football de prisonniers, il devait combattre « l'oppression du système pénitentiaire », selon ses fondateurs. En réaction au massacre de plus de cent prisonniers par des policiers lors d'une mutinerie dans la grande prison du Brésil en 1992.

Confiant des missions aux prisonniers : crimes, trafics, extorsions, etc., le PCC a connu une rapide et importante extension. A l'heure actuelle, selon d'anciens dirigeants, il compterait près de 20 000 membres (les autorités brésiliennes ne lui en reconnaissant officiellement que 1 500).

Logistiquement parlant, le PCC a mis sur pied une organisation quasi-militaire et très hiérarchisée, avec un financement basé sur des cotisations versées par les « frères » : ceux qui sont emprisonnés paient environ 50 réals, et ceux qui sont libérés 500. Moyennant quoi, le PCC est devenu un véritable « Etat » dans l'Etat. Il contrôle dans les prisons le trafic de drogue, et décide d'assassinats – dans les murs ou hors les murs –, s'appuyant sur la corruption chronique de l'institution pénitentiaire.

Last but not least, le PCC est à l'origine d'actions violentes qui ont marqué les esprits, à tel point qu'on peut parler d'opérations de guerre. Ainsi, en mai 2006, pour s'opposer au transfert de plusieurs centaines de détenus, présentés comme des chefs de gang, il a lancé une révolte dans l'ensemble des prisons de l'Etat de São Paulo, qui regroupent près de 150 000 prisonniers. L'organisation a également entrepris des actions de guérillas urbaines, avec attaques de commissariats, de banques et même d'autobus. Bilan : plus de 150 morts. Au mois de juillet de la même année, plus d'une centaine d'attentats visant des lieux publics sont attribués au PCC. Mais le véritable coup d'éclat du PCC fut l'enlèvement, toujours en 2006, de deux journalistes de la plus importante chaîne de télévision brésilienne, Rede Globo, qui seront finalement libérés, mais après que Rede Globo diffuse une vidéo où l'organisation



criminelle donnait lecture d'un texte écrit par un avocat pour dénoncer les traitements infligés aux prisonniers dans les prisons brésiliennes.

Comme pour ses homologues des « maras », tel le MS-13 salvadorien, l'hyperviolence du PCC ne fait qu'illustrer les carences de la puissance publique à faire régner l'ordre dans des sociétés multiculturelles. Ainsi, lors des actions du PCC en 2006, en plus des fuites qui avaient permis à l'organisation d'être informée du transfert des chefs de gang, le gouverneur de l'Etat de Sao Paulo a refusé l'aide du gouvernement fédéral. En effet, Cláudio Lembo, le gouverneur, se présentait contre Lula lors de l'élection présidentielle de 2006. Il lui était donc difficile de montrer son incapacité à lutter contre le crime...

Arnaud Naudin

Capital, Premier commando de la capitale (PCC), dans les favelas de Sao Paulo. *Le Monde* et *Libération*, qui sont un peu les *Pravda* de la mondialisation heureuse, ont peu apprécié – or, cette fiction en dit plus qu'un documentaire sur la violence au Brésil. Le jour de la Fête des mères 2006, la guerre entre la police et le PCC a provoqué 152 morts!

Parlons-en justement de ces méga-gangs, comme la « Mara Salvatrucha » (MS-13) ou PCC?

Ces méga-gangs sont plus récents, moins enracinés, que les grandes mafias « historiques ». Nul d'entre eux n'a à ce jour passé le cap crucial de la première génération. On ignore

donc s'ils deviendront des formes criminelles permanentes, la permanence étant la caractéristique majeure des mafias. L'Amérique centrale et les Caraïbes sont le paradis de ces méga-gangs. C'est en Jamaïque qu'ils sont apparus dans les années quatre-vingt, pays dans lequel, en 2007, on dénombrait 1 574 homicides (dont 252 malfaiteurs tués par la police) pour moins de 2,8 millions d'habitants.

La « *Mara Salvatrucha* » est un gang salvadorien constitué en Californie. Les gangsters salvadoriens, clandestins aux Etats-Unis, ont pour la plupart été renvoyés chez eux, au Salvador, où ils ont poursuivi leurs activités criminelles. La réalité des gangs en Amérique centrale (où l'on compterait de 70 000 à 200 000 gangsters) est la suivante : plus il y a d'échange migratoire avec les Etats-Unis, plus il y a de criminalité. Un pays misérable comme le Nicaragua, sans migrants vers les Etats-Unis, connaît peu ces gangs. A l'inverse du Honduras, du Guatemala et du Salvador, pays à forte migration vers l'Amérique du Nord où les bandes criminelles juvéniles – les « *Maras* » – prolifèrent.

Autre vivier de la criminalité, les mégapoles du tiers-monde. Vous vous attardez sur le cas de Karachi (Pakistan), qui semble être une ville en état d'implosion...

Karachi n'est pas une ville, mais pour l'essentiel un monstrueux bidonville, deux fois plus peuplé que la Belgique et peut-être même égal en superficie. On ne sait ni où commence ni où finit cette « ville », dont, disait Benazir Bhutto, la culture est celle « de l'héroïne et de la Kalachnikov ». L'anarchie y règne. Des milliers d'enlèvements chaque année, de 100 à 200 morts tous les mois. On trouve à Karachi tous les types de terrorisme recensés au monde, ou peu s'en faut – plus une flamboyante criminalité organisée. Karachi comme anti-modèle criminel ? La moitié de la population mondiale vit aujourd'hui en ville, ou dans ce qui en tient lieu : c'est la plus grande mutation sociale de l'histoire (en 1800, il y avait 3 % de citadins sur la planète). Si la croissance urbaine conserve le même rythme, Mexico aura 30 millions d'habitants en 2020. D'ores et déjà, un milliard d'humains vivent dans des bidonvilles (le double en 2030), dont certains abritent de vraies « armées de réserve criminelles ».

Parfois, ce ne sont plus des villes, mais des Etats criminalisés. Je pense au Kosovo...

Ce n'est pas le premier Etat mafieux en Europe, mais le Monténégro, micro-Etat de 600 000 habitants, dont 60 000 Russes, qui ne sont pas tous des enfants de Marie. Mais en réalité, c'est l'ensemble des pays de la région qui est concerné. Pourquoi ? Parce que partout et toujours dans le monde, la géographie s'impose à l'histoire. L'héroïne remonte jusqu'en Europe occidentale tout au long de cette chaîne qu'est la « *Route des Balkans* ».

Les différents maillons en sont les entités criminelles bulgares, albanaises, croates, serbes, slovènes. 100 tonnes d'héroïne transitent chaque année par la « *Route des Balkans* », soit 80 % de l'héroïne importée en Europe.

Peut-on parler de « zones grises » ?

Une zone grise, c'est un endroit où l'Etat ne peut s'imposer. Exemple, le « *Triangle d'Or* », zone de narco-culture, aux confins chinois (Birmanie, Laos, Thaïlande), une vraie zone grise, sise à l'intersection des plaques tectoniques du monde chinois, indochinois et indien. Une zone dans laquelle nul acteur étatique n'a jamais trop osé s'aventurer de peur de fâcher ses voisins. La nature ayant horreur du vide, les voyous s'y sont installés.

On pourrait dire la même chose de la frontière américano-mexicaine...

Il y a un point commun entre les terroristes, gangsters et autres voyous : ce sont des âmes simples. Quand vous reculez, ils avancent. Après avoir gangrené tout le côté mexicain de la frontière, avoir infiltré les municipalités, corrompu la police, assassiné ceux qui freinaient leur avance, les cartels ont franchi la frontière, aidés par une incroyable et durable passivité américaine. Le FBI a fini par s'en apercevoir. Un peu comme le chien Rantanplan dans Lucky Luke, qui a la truffe à dix centimètres du putois et s'écrie : je sens confusément quelque chose. Les Américains ont commencé à sentir confusément quelque chose lorsque les homicides ont explosé au Nouveau-Mexique (Etats-Unis), et non plus dans le seul Mexique. Ils ont découvert avec horreur que les cartels disposaient de 100 000 hommes de main au Mexique, soit presque autant que l'armée mexicaine, qui ne passe pas pour la meilleure au monde. Et il y a désormais deux fois plus d'homicides à Ciudad Juarez, juste à la frontière du Texas, qu'à... Bagdad.

Pourquoi cet échec complet de la guerre contre la drogue (qui a coûté, dites-vous, à Washington 500 milliards de dollars de 1972 à 2007) ?

Ce sont des chiffres officiels : chaque année, les Etats-Unis consacrent au renseignement un budget de 75 milliards de dollars. Tout cela pour finalement ne rien voir des préparatifs du 11-Septembre et de la criminalisation de leur frontière avec le Mexique ! Dès 1998, nous écrivions dans le *Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces* l'extraordinaire mutation en cours au sein des cartels de la drogue au Nord du Mexique, mélange de sous-culture criminelle, de pseudo-religions (« *Jesus Malverde* », « *Santa Muerte* ») et de bandes armées. Mais la Maison-Blanche a attendu 2009 pour découvrir que leur frontière Sud était dévorée vive par les « *narcos* » et pour placer le Mexique dans la liste des Etats en cours d'effondrement. J'en reviens à la comparaison médicale. La meilleure médecine est préventive, non curative. Dans un monde chaotique, la sécurité doit reposer sur le décèlement précoce des dangers, seule manière de les éviter. ■

Propos recueillis par François Bousquet

A lire :

► Xavier Raufer, *Les nouveaux dangers planétaires. Chaos mondial, décellement précoce*, CNRS éditions, 256 p., 20 euros.

► Alain Bauer et Xavier Raufer, *La face noire de la mondialisation*, CNRS éditions, 112 p., 8 euros.

A consulter :

► www.xavier-raufer.com

► www.drmcc.org